lanationquotidien@gmail.com - www.journal-lanation.com

LA NATION

Quotidien National d'Information

Mardi 20 Octobre 2020 N° 2258 Prix: 10 DA

TRIBUNAL DE TIPAZA

L'ancien wali Zoukh comparaîtra aujourd'hui P3

LYES MRABET (PRÉSIDENT DU SNPSP)

Le retour des élèves aux écoles est nécessaire

● «Notre défi est que nous réussissions dans le programme de prévention» P3

RÉFORME DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

Vers la création d'un "Centre algérien du cinéma"

P21

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Le gouvernement table sur une économie de 10% en 2021

P2

PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF) 2021

La croissance a reculé de 4,6 % en 2020

● 2,4 % de croissance hors hydrocarbures en 2021 ● Taux d'inflation de 4,05 % en 2022 et 4,72 % en 2023 ● Recul de la valeur de la monnaie nationale contre l'USD ● Les réserves de change à moins de 47 milliards dollars P2

En Vrac

La bourse ou la vie ?

Par Madjid Khelassi

La place boursière palestinienne est plus importante que celle de l'Algérie…a déclaré le président de la COSOB (Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse) dans une interview à « LSA direct ».
Inimaginable ! Un pays, amputé des 3/4 de son territoire par l'occupation israélienne et en guerre permanente contre l'Etat hébreu, possède plus d'entreprises cotées en bourse que l'Algérie, supposée le plus riche pays d'Afrique !
Mise en place dans les années 2000, dans le sillage des réformes structurelles édictées par le FMI, la cotation en bourse fut juste un bluff. Ajoutez à cela l'opacité qui entoure les financements bancaires et voilà une place boursière réduite à sa plus simple expression. Sur les milliers d'entreprises qui activent en Algérie, seules 4 sont cotées en bourse : il s'agit de Biopharm, Saidal, l'hôtel Aurassi et Alliance assurance !!!
La Bourse d'Alger, lit-on sur le fronton d'un crasseux immeuble situé à l'angle du carrefour Amirouche – Maurétania. C'est ça la Bourse d'Alger sans point à la ligne !
Amère réalité de 20 ans de pratiques économiques mafieuses et où l'opacité fut une règle d'airain. A quoi bon avoir recours à la cotation en bourse quand la vraie place boursière est le square Port Saïd ? Dinar réinjecté dans l'euro et anonymat garanti…Port Saïd et ses filiales à Eulma, Sétif, Oran, Annaba….Jamais en rupture de liquidité et toujours au service du ni vu ni connu. Truisme qui envoie gouvernants et trafiquants dans la même logique, le marché parallèle du fric sans investissements (véritable Bourse de fait), qui fut pendant ces 20 ans une sorte de Banque Mondiale locale avec ses mécanismes, ses commanditaires, ses entremetteurs, ses swifteurs et tutti quanti, fut aussi la véritable mécanique économique de l'Algérie rapineuse. C'est là que s'approvisionnaient les oligarques made in Algeria, avant de prendre leur « Jet privé » aux soutes gorgées d'euros et de dollars. Carnage de la morale, mise au piquet de la décence …La légalité sombra dans un contexte vainqueur par chaos. La suite, on la connaît. La Bourse d'Alger ? La bonne blague ! La Bourse ou la vie, lisait-on dans les romans de Dickens dans les bas-fonds de Soho. La Issaba aima pendant longtemps les deux. Même si au final, c'est une vie de cachot qui sonna la récré.

Sport

FOOTBALL / LIGUE 1 ALGÉRIENNE - USM ALGER

Résiliation de contrat à l'amiable avec Lyès Oukkal P13

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

214 cas et 9 décès

P24

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Reconduction du système d'enseignement à distance

P2

ISLAMISTES RADICAUX AU SAHEL

Guterres estime le dialogue «possible» avec certains groupes

P15

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Reconduction du système d'enseignement à distance

Le directeur général des enseignements et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur, Boualem Saïdani, a révélé hier que le ministère a prévu, cette année, de reconduire à plus vaste échelle, le système d'enseignement à distance.
Saidani a expliqué, lors de son passage hier à l'émission de la radio nationale de la Chaine III, l'Invité de la rédaction, qu'en même temps que l'introduction de ce mode d'enseignement « hybride », les inscriptions des nouveaux bacheliers va s'opérer par l'entremise de portes ouvertes, organisées également à distance. Ainsi lors de cette rentrée universitaire, les quelque 280 000 nouveaux bacheliers auraient dû rejoindre les amphithéâtres des universités, mais, en raison de la persistance de la pandémie du coronavirus. Boualem Saïdani a rappelé que l'orientation de chaque bachelier se fera compte tenu de la moyenne obtenue au baccalauréat, par rapport au module sur lequel il a disserté, mais également, en fonction des places pédagogiques offerte par chaque établissement d'enseignement supérieur et enfin, de la circonscription géographique où réside l'étudiant. L'invité annonce que le 24 octobre, sera opérationnelle la plateforme permettant aux futurs universitaires de faire leur pré-inscription et de déposer leur fiche de vœux dans laquelle, ajoute-t-il, seront hiérarchisés leur choix. Il prévient, à ce propos, que si un candidat ayant obtenu 15 de moyenne et voulant se voir affecté dans la filière Médecine, ne veut pas dire que son choix sera retenu. « Donc, insiste-t-il, il va falloir faire attention au 2ème, au 3ème choix… c'est une question d'offre et de demande ». Du mode opératoire choisi pour permettre aux étudiants de choisir la filière où ils souhaiteraient être inscrits, il a indiqué que celui-ci va se dérouler en quatre phases distinctes : la première étant celle des Portes ouvertes où ils pourront prendre connaissance des filières proposées à leur choix. La seconde, celle des préinscriptions, consistant pour les prétendants à faire un choix minimum parmi six filières et de dix, maximum, « de licences à caractère local ou régional». Il a expliqué qu'à l'issue du traitement de ces fiches de vœux, son ministère déterminera la moyenne minimale ouvrant l'accès à une inscription dans chaque filière. Parmi ces filières, il mentionne, notamment, celles à caractère national, citant la médecine, la chirurgie dentaire et la pharmacie. Le DG des enseignements et de la formation rappelle, par ailleurs, que les portes ouvertes seront accessibles en ligne, du 15 au 25 octobre, que l'introduction des préinscriptions auront lieu du 24 octobre au 5 novembre, période après laquelle seront, immédiatement, communiquées les affectations des nouveaux bacheliers. La 3ème phase, ajoute l'invité, sera réservée aux cas particuliers, notamment lorsqu'un bachelier n'a pu avoir réponse à aucun de ses choix et enfin la phase 4, prévue du 8 au 18 novembre, sera celle où auront lieu les inscriptions définitives des nouveaux bacheliers. Durant l'émission, M. Saïdani a annoncé, en outre, que 26 nouvelles offres de formation ont été ouvertes pour les nouveaux bacheliers, citant pêle-mêle, les filières d'ingénierie mécanique, d'électrotechnique, de génie mécanique et d'agriculture saharienne.

Id.D.

PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF) 2021

La croissance a reculé de 4,6 % en 2020

Le projet de loi de finances (PLF) 2021 a été présenté, hier, devant la commission des finances et du budget.

Avant l'examen du PLF 2021 par les membres de la commission, la représentante du Gouvernement et ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, a présenté un exposé sur ce projet, au nom du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, dans lequel elle a relevé la spécificité du contexte économique et financier marquant l'élaboration de ce texte et ce "au vu d'une crise sanitaire extrêmement grave aux retombées imprévisibles sur les opérateurs économiques".

2,4 % de croissance hors hydrocarbures en 2021

Selon l'exposé du PLF 2021, la croissance économique de l'Algérie connaitra un redressement de 3,98% en 2021, après un recul de 4,6 %, suivant les estimations de clôture de l'exercice 2020. Pour la période 2021-2023, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait s'établir à 4,0 %, lit-on dans l'exposé du ministre des Finances. Concernant la croissance hors hydrocarbures, elle devrait atteindre 2,4 % en 2021, 3,37 % en 2022 et 3,81 % en 2023. Le secteur des hydrocarbures demeurera relativement équilibré en matière de croissance globale, le niveau de la croissance du volume de sa valeur ajoutée s'élèverait à 7,24 % entre 2021-2023. Pour l'inflation, le PLF 2021 prévoit "une légère accélération" en 2021 pour atteindre 4,5 %, en raison de la baisse de la consommation et des revenus des ménages et des sociétés, suite à l'exécution des instruments de la politique monétaire.

Taux d'inflation 4,05 % en 2022 et 4,72 % en 2023

Le taux d'inflation atteindra 4,05 % en 2022 et 4,72 % en 2023, selon les chiffres du ministre des Finances. Selon l'encadrement économique global auquel s'est référé le PLF, le prix référentiel du baril de pétrole devrait se stabiliser autour de 40 USD pour la période 2021-2023 avec la stabilité des cours du marché mais avec un écart de cinq (+5) dollars/baril par rapport au prix du baril devant s'établir à 45 dollars durant la même période.
Les recettes pétrolières devront atteindre, durant la période 2021-2023, 23,21 Mds USD en 2021, 28,68 Mds USD en 2022 et 26,45 Mds USD en 2023, sur la base de 45Usd/baril en tant que prix du marché pour un baril de pétrole brut Sahara Blend durant la période de projection. Le PLF 2021 prévoit, par ailleurs, un recul des cours de change du Dinars algérien (DA) contre le dollar américain (USD), où la moyenne annuelle devra atteindre 142,20 Da/USD en 2021, 149,31 DA/USD en 2022 et 156,78 Da/USD en 2023.

Recul de la valeur de la monnaie nationale contre l'USD

Par conséquent, l'encadrement économique global du PLF 2021 exige l'enregistrement d'un léger recul de la valeur de la monnaie nationale contre l'USD d'un taux de près de 5% annuellement. Concernant l'importation des marchandises, une baisse devrait être enregistrée d'un taux de 14,4% de la valeur courante en 2021 par rapport à la clôture 2020, pour atteindre 28,21 MDS/USD. Les importations devront atteindre 27,39 Mds/USD en 2022 puis 27,01 Mds/USD en 2023 et ce dans le cadre de la rationalisation continue des importations et leur remplacement progressif par le produit local. Selon le PLF 2021, les comptes extérieurs de l'Etat devront atteindre un solde global négatif de -3,60 Mds USD, soit une amélioration ressentie par rapport à 2019 (-16,93 Mds/USD) et à 2020 (-12,3 Mds/USD par rapport à la clôture 2020). Le déficit budgétaire du compte courant devra enregistrer une baisse de -10,6% par rapport au Produit intérieur brut (PIB) à la clôture 2020 puis à -2,7% en 2021. Le déficit connaîtra un taux de -0,6% de PIB durant la période 2021-2023.

Synthèse : Abir N.

RÉSERVES DE CHANGE

Baisse à moins de 47 milliards de dollars en 2021

Le projet de loi de finances 2021 présenté, hier, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévoit une baisse des réserves de change à moins de 47 MDS/USD en 2021, avant une reprise progressive lors des deux années suivantes. Selon un exposé sur le projet de loi de finances du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, présenté en son nom par la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, le niveau des réserves de change atteindra 46,84 MDS/USD soit près de 16,2 mois d'importations de marchandises et de services hors facteurs de production. Cette situation interviendra suite à l'amélioration prévue dans le déficit de la balance des paiements qui devrait atteindre -3,6 MDS en 2021. Néanmoins, le niveau des réserves de change connaîtra une hausse progressive en 2022 (47,53 MDS/USD) et en 2023 (50,02 MDS/USD) grâce à l'excédent prévu pour ces deux années, ajoute le ministre des Finances.

Le PLF 2021 propose la clôture de 38 comptes d'affectation spéciale

Le projet de loi de finances (PLF) 2021 présenté, hier, devant la commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) propose la clôture de 38 comptes d'affectation spéciale, et ce dans le cadre de la réhabilitation des principes budgétaires publics. "Cette mesure vise à améliorer et à conférer davantage de transparence à la gouvernance financière publique à travers la réhabilitation des principes budgétaires", a précisé la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar dans un exposé présenté au nom du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane. Selon l'exposé du ministre des Finances, la mise en place de ce type de gestion vise principalement à financer des opérations à caractère spécial, cyclique et limité dans le temps. "Cependant, au fil du temps, ce mécanisme est devenu un outil de financement permanent, ce qui a rendu difficile le contrôle des dépenses publiques", a-t-il expliqué. La multiplication des comptes d'affectation spéciale a entraîné une mobilisation inefficace des ressources budgétaires, a ajouté le ministre.

R.N

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Le gouvernement table sur une économie de 10% en 2021

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems-Eddine Chitour, a indiqué, hier à Alger, que l'objectif tracé pour l'année 2021 dans le cadre de la feuille de route du secteur consiste à économiser un taux de 10 % de l'énergie consommée actuellement, soit 6 millions de tonnes par an. S'exprimant lors d'une rencontre avec les directeurs de l'Energie des wilayas, M. Chitour a appelé les cadres du secteur énergétique ainsi que les autres départements ministériels à s'inscrire dans l'objectif tracé dans le cadre de la feuille de route du secteur, approuvée par le gouvernement, visant à économiser 10 % de l'énergie consommée actuellement, soit 6 millions de tonnes par an. Estimant que "le modèle énergétique actuel ne fait pas de place à la création de richesse", M. Chitour a affirmé que la consommation nationale des produits énergétiques a atteint 60 millions de de tonnes par an, d'où la nécessité, a-t-il ajouté, de réussir la transition énergétique et l'exploitation des gisements des énergies renouvelables, en particulier le solaire. Rappelant les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'arrêter les importations des carburants à partir de 2021, M. Chitour a soutenu que celles-ci impliquent de réduire la consommation du gasoil (diesel) dans certains secteurs, tels que les transports terrestres qui absorbent, à lui seul, 70 % des importations. "Nous sommes obligés d'aller vers l'exploitation des énergies propres, notamment le GPLc et l'électrique. L'objectif est de réussir la reconversion de 200 000 véhicules roulant en GPLc d'ici fin 2021", a insisté le ministre.
Plaidant pour l'exploitation de l'énergie électrique et hydraulique, M. Chitour a également appelé à réaliser des économies dans la consommation du gaz naturel, soutenant que cette source est également "gaspillée" et "surconsommée".

R.N

LYES MERABET (PRÉSIDENT DU SNPSP)

Le retour des élèves aux écoles est nécessaire

• «NOTRE DÉFI EST QUE NOUS RÉUSSISSIONS DANS LE PROGRAMME DE PRÉVENTION»

La rentrée scolaire approche et déjà un débat de polémique s'installe : que fait-on si la situation épidémique venait de s'aggraver ? Des rumeurs circulent concernant un énième report d'une rentrée qui a diminué de près un trimestre.

Pour le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (Snpsp), Lyes Merabet, le retour des élèves aux écoles est nécessaire et il n'y a aucune justification pour le report de la rentrée. Mais, selon lui, l'enjeu principal est de faire en sorte que les mesures de précaution contre le coronavirus soient respectées. Intervenant sur la radio chaine 1, le président du Snpsp a expliqué que l'enjeu aujourd'hui réside dans l'équilibre entre la nécessité pour nos enfants de retourner à l'école et de retourner à la vie sociale, économique et politique et à l'activité associative dans une ambiance normale au regard de ces circonstances extraordinaires tout en respectant le protocole sanitaire.
Merabet a souligné la nécessité de prendre toutes les précautions nécessaires afin de ne pas répéter ce qui se passe dans plusieurs pays qui ont concouru pour ouvrir les écoles et reprendre les activités universitaires, mais ils comptent désormais des milliers de contaminés et des centaines de morts par jour, ajoutant que « lorsque ces activités reviennent, nous devons élever le niveau de Coordination entre différents secteurs dont les tâches de base sont d'assurer les mesures de précaution approuvées par le protocole sanitaire. Notre défi est que nous réussissions dans le programme de prévention. Nous ne devons pas prendre en compte les chiffres quotidiens variables du nombre d'infections et dire que la question est contrôlée, car l'épidémie peut faire exploser la situation rapidement, comme cela s'est produit dans de nombreux pays, et personne ne connaît le rythme de propagation au cours des semaines et des mois à venir », a-t-il ajouté. En ce qui concerne la rentrée scolaire, le président du Snpsp a expliqué qu'il existe des mesures matérielles et logistiques sur lesquelles le ministère de l'Éducation et des groupes locaux travaillent pour que la saison scolaire commence de manière confortable en garantissant toutes les conditions de sécurité et de prévention des virus, en respectant la distanciationet les mesures barrières (masques, hygiène.) Soulignant le rôle important des équipes de santé scolaire dans l'accompagnement de la rentrée et sa mission liée à la mise en œuvre du protocole de santé en veillant à ce qu'il crée une atmosphère et des conditions idoines.
De sa part, le ministre de la Santé a tenu à rassurer les parents d'élèves quant au protocole sanitaire. « J'assure aux parents que le protocole sanitaire adopté par le ministère de l'Éducation nationale en coordination avec le comité scientifique a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter les contacts des enfants les uns avec les autres » appelant les parents à ne pas se laisser entraîner par les rumeurs qui se répandent ici et là, loin des départements officiels.

R.N

PROCÈS EN APPEL D'ALI HADDAD

Le Procureur général requiert le durcissement des peines

Le Procureur général près la Cour d'Alger a requis dimanche "le durcissement des peines" à l'encontre des principaux accusés dans l'affaire d'Ali Haddad, condamné en première instance à une peine de 18 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars pour des chefs d'inculpation liés à la corruption. Après un procès en appel qui a duré six (6) jours dans l'affaire où sont poursuivis également nombre de responsables, dont les deux anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal condamnés à des peines de 12 ans de prison assorties d'une amende d'un million Da, le Procureur général a requis "le durcissement des peines" contre les principaux accusés et la confiscation de tous leurs biens. Outre Ali Haddad et les deux anciens Premiers ministres, il s'agit également des anciens ministres des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, Boudjemaa Talai, Ammar Ghoul, Abdelkader Kadi et Amara Benyounes. Le représentant du parquet a également remis le durcissement des peines à l'encontre de l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb (en état de fuite), des anciens walis d'El Bayadh, Abdellah Benmansour et d'Annaba, Mohammed Slamani, et des cinq (5) frères d'Ali Haddad. Le Procureur général a requis, par ailleurs, la confirmation du jugement rendu en première instance condamnant les deux anciens ministres de l'Industrie, Mehdjoub Bedda et Youcef Yousfi, à 2 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500 000 DA chacun.
Juillet dernier, le tribunal de Sidi M'hamed a prononcé des peines de 5 ans de prison ferme à l'encontre des anciens ministres Boudjemaa Talai, Amara Benyounes et Abdelkader Kadi, et de 10 ans de prison ferme à l'encontre d'Ammar Ghoul. La même juridiction a condamné les frères d'Ali Haddad à 4 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions DA chacun, tandis que les deux anciens walis ont écopé de deux ans de prison ferme.
Les accusés sont poursuivis dans des affaires liées à la corruption, notamment pour blanchiment d'argent, incitation d'agents publics à conclure des marchés publics en violation de la législation, abus de fonction, financement occulte d'un parti politique et conflit d'intérêts.

R.N

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

Talaie El Hourriyet appelle à faire prévaloir l'intérêt du pays

Le Parti Talaie El Hourriyet a décidé de participer au référendum sur l'amendement de la Constitution et appelé ses militants à "se fier à leur conscience lors du vote, tout en faisant prévaloir l'intérêt suprême du pays". Dans un communiqué sanctionnant la récente réunion de son bureau politique tenue dans le cadre de sa session ouverte, le Parti a indiqué "interagir positivement avec la participation au référendum sur l'amendement de la Constitution, d'appeler les militants à se rendre aux urnes et à se fier à leur conscience lors du vote, tout en faisant prévaloir l'intérêt suprême du pays". Dans le même cadre, le communiqué précise que "le Parti Talaie El Hourriyet avait reporté l'annonce de sa position concernant le référendum sur le projet de l'amendement constitutionnel au 1er congrès du parti qui devait se tenir les 9 et 10 octobre 2020, lequel avait été reporté à une date ultérieure pour des raisons impérieuses indépendantes de la volonté du parti". "Suite à l'impossibilité de tenir le congrès à la date prévue et compte tenu de la situation sanitaire que traverse le pays due à l'épidémie du nouveau Coronavirus, il a été décidé de mener une consultation à distance englobant les militants de la base du parti pour déterminer sa position sur le référendum concernant le projet d'amendement constitutionnel soumis", explique le Parti. "Le Parti avait émis ses observations et propositions sur la mouture de l'avant-projet de l'amendement constitutionnel dans une note adressée à la Présidence de la République, le 4 juillet 2020", rappelle le communiqué.

APS

TRIBUNAL DE TIPAZA

L'ancien wali Zoukh comparaîtra aujourd'hui

L'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, comparaîtra aujourd'hui pour répondre aux accusations liées à l'octroi d'indus avantages à l'ancien directeur général de la Sûreté nationale (DGSN) Abdelghani Hamel et sa famille. Par la suite, les audiences porteront sur les avantages accordés à Haddad et Tahkout, selon des sources médiatiques.
Zoukh sera interrogé dans le cadre des affaires liées à l'octroi d'avantages à d'anciens responsables et hommes d'affaires. S'agissant de l'ancien DGSN, l'ancien wali est accusé d'avoir offert un terrain à la fille de l'ancien patron de la police. Hamel l'avait contacté en 2014 pour accorder un terrain de 7 182 mètres carrés à sa fille Chahinez. Le wali avait reconnu, lors d'une précédente audition qu'il l'avait orienté aux services compétents de la wilaya. Il est revenu sur ses aveux et affirme que le dépôt de dossier avait suivi un cheminement ordinaire. Il s'agit également de l'octroi d'un logement social et d'un autre participatif (Lsp) à Chahinez qui avait bénéficié des deux logements durant le même mois d'avril 2014. Les enquêtes ont également révélé qu'elle avait bénéficié, durant toujours le même mois, de quatre terrains à Bab Ezzouar pour un projet d'édification d'un hôtel et d'une tour commerciale. Zoukh est intervenu afin de ne pas entamer les poursuites contre elle pour non-paiement les frais inhérents à ce projet, qui s'élevait à 26 259 552 da et 149 346 830 77 DA, selon la même source.

CONSTANTINE/ CÉRÉALICULTURE

L'utilisation des eaux souterraines pour l'irrigation

Le programme de soutien de la filière céréalière dans la wilaya de Constantine s'articulera cette année principalement autour de l'utilisation des eaux souterraines pour l'irrigation, a indiqué hier le wali Ahmed Abdelhafid Saci. S'exprimant en marge du coup d'envoi officiel de la campagne labours-semailles 2020-2021 dans une exploitation agricole de statut privé, dans la commune d'Ouled Rahmoune, le même responsable a précisé que "l'utilisation des eaux souterraines pour l'irrigation des terres agricoles réservées à la culture des céréales durant les mois de mars et d'avril prochains, vise l'amélioration du rendement de cette production et permettra à la wilaya d'occuper la première place à l'échelle nationale dans ce domaine." La wilaya de Constantine, qui figure actuellement parmi les régions les plus productives de céréales, a réalisé des "avancées considérables" dans cette filière stratégique grâce aux efforts déployés par les agriculteurs, a affirmé le wali en marge du lancement de cette nouvelle campagne en présence des responsables de la Direction des services agricoles (DSA), de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et de la Banque de l'agriculture et de développement rural (BADR). Soulignant l'importance du soutien technique, financier et moral des agriculteurs, M. Saci a fait savoir que "la légère baisse" dans la production céréalière réalisée, au cours de la campagne agricole précédente, est due "au déficit de la pluviométrie." Une superficie estimée à 88 300 ha a été consacrée à la culture céréalière à travers la wilaya de Constantine pour la campagne labours-semailles de cette année, selon les données présentées sur place par les services de ce secteur. Pas moins de 61 500 ha parmi la surface globale ont été réservés à la production du blé dur, 18 900 ha pour le blé tendre,
6 800 ha pour l'orge et 1 100 ha pour l'avoine, a-t-on détaillé de même source, notant que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette opération. La récolte céréalière recensée au titre de la campagne agricole précédente avait dépassé les deux (2) millions de quintaux dont près de 1,3 million de qx ont été collectés à travers les points de stockage de la CCLS. Implantée non loin du centre de la commune d'Ouled Rahmoune (25 km au Sud-est de Constantine), l'exploitation agricole de statut privé "Zoubir-Zaâtat", dispose d'une superficie globale de 650 ha destinée à la production céréalière et maraîchère en plus de l'élevage ovin, a-t-on signalé.

APS

ABDELMADJID ATTAR (MINISTRE DE L'ENERGIE)

L'Opep+ décidée à prendre toutes les mesures pour stabiliser les cours

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, a assuré, hier à Alger, que les pays de l'Opep et non Opep (Opep+) sont décidés de "défendre" le marché pétrolier et de prendre toutes les décisions nécessaires pour stabiliser les prix d'ici à la fin 2020 et maintenir le baril au-dessus de 40 dollars.

S'exprimant en marge d'une rencontre avec les directeurs de l'Energie des wilayas, M. Attar a indiqué que "les pays de l'Opep et non-Opep ont décidé de défendre le marché pétrolier et de prendre toutes décisions nécessaires pour au moins stabiliser les prix d'ici la fin 2020 de manière à maintenir le baril au-dessus de 40 dollars". Evoquant la 23e réunion du comité ministériel conjoint de suivi Opep et non Opep (JMMC), prévue cette après-midi par visioconférence, le ministre de l'Energie a affirmé que celle-ci sera consacrée au suivi du respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois de septembre 2020, tels qu'adoptés lors de la 10ème réunion ministérielle OPEP et Non-OPEP tenue le 12 avril 2020.
A ce propos, M. Attar a salué cet accord de baisse de production, précisant que c'est grâce à l'accord Opep+, entré en vigueur en mai 2020, qu'il y a eu une remontée des cours de l'or noir et une stabilisation des prix atteignant depuis plus d'un mois la moyenne de 40 dollars le baril. Abordant les perspectives du secteur pétrolier,
M. Attar n'écarte pas une reprise des cours à partir de l'année 2021, citant dans ce contexte des prévisions de l'Opep et des institutions internationales au sujet de la reprise économique avec un taux de croissance de l'économie mondiale 4,6 %.
"Il faut espérer que la situation épidémique s'améliore en 2021 et qu'il y ait un vaccin contre le coronavirus", a-t-il expliqué tout en insistant sur la nécessité d'être "prudent" dans l'analyse de l'évolution de l'économie mondiale. En ce qui concerne la situation de la demande mondiale en produits énergétiques durant l'année 2020, M. Attar a fait état "d'une perte de plus de 9 millions de barils par jour et d'un surplus de production de 2 millions de barils", en raison du ralentissement notamment de la demande du secteur des transports aérien et terrestre, à l'exception du domaine maritime dont l'activité n'a pas enregistré une baisse, a-t-il relevé.

APS

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nécessaire coordination entre les chercheurs et économistes

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a insisté, hier à Alger, sur la nécessité de coordonner la coopération entre les chercheurs scientifiques et les opérateurs économiques, notamment en matière de sécurité alimentaire pour développer des méthodes innovantes et utiliser de nouvelles techniques pour augmenter la production agricole. Dans son allocution à l'occasion de la présentation du "Livre blanc" sur la stratégie nationale de recherche et d'innovation dans la sécurité alimentaire, en présence de membres du gouvernement, M. Benziane a souligné l'importance de "renforcer la coopération entre les différents secteurs, les chercheurs, les opérateurs économiques et les professionnels pour élaborer et développer des sujets de recherche communs et adopter des moyens et méthodes innovantes pour l'utilisation des nouvelles techniques dans divers domaines, notamment la sécurité alimentaire". D'autre part, le ministre a préconisé "d'établir un véritable partenariat" entre les acteurs de la recherche, en l'occurrence les départements ministériels, instances scientifiques et de recherche, chercheurs et professionnels et autres pour concourir à la création d'un environnement favorable à la valorisation et à l'adaptation du produit de manière à répondre aux besoins nationaux escomptés par la société en matière de garantie de la sécurité alimentaire".
Pour le ministre, la stratégie nationale de recherche et d'innovation dans la sécurité alimentaire qui "est le fruit des efforts des chercheurs algériens" vise à mettre en place des systèmes de production intégrés à même de traiter les opérations de production selon les spécificités de chaque région et de les placer dans un système de production intégré, car en plus de "fixer objectivement et rationnellement des objectifs liés à la recherche et à l'innovation pour les utiliser dans l'élaboration de systèmes agricoles développés, elle (la stratégie) répond aux besoins du consommateur". La même stratégie englobe une méthode visant l'augmentation de la production agricole à travers l'utilisation des différentes ressources à partir des paramètres d'élargissement, à savoir les méthodes de contribution de la recherche, du développement et de la formation au défrichage des terres et aux procédés d'irrigation ainsi que l'utilisation des techniques des énergies renouvelables jusqu'à l'augmentation de la productivité des différentes récoltes, à travers la culture de nouvelles espèces végétales et l'élevage des espèces animales, les plus consommées et à valeur ajoutée pour le pays, à l'instar des céréales dures, en sus de l'introduction des techniques d'irrigation agricole et la production de récoltes dans des conditions contrôlant la chaleur et l'humidité et de lutte contre les maladies.
Dans le même contexte, M. Benziane a affirmé que cette stratégie s'inscrit dans le cadre de la "concrétisation réelle" de l'initiative commune du secteur dans les efforts visant l'élaboration de la stratégie nationale de recherche et d'innovation sur la sécurité alimentaire pour la période 2020-2030, avec la proposition d'un plan d'action adapté aux opportunités offertes pour faire face aux défis induits par la question de la réalisation de la sécurité alimentaire à travers la formation, la recherche et l'innovation. A cette occasion, M. Benziane a souligné la nécessité de renforcer les jeunes capacités de recherche et de les orienter vers les thèmes de recherche les plus efficients notamment en ce qui concerne la résolution des problèmes nécessitant des solutions, à travers l'utilisation et l'exploitation de l'intelligence collective, citant les mesures incitatives adoptées par l'Etat concernant le dépôt des brevets exploitables et l'encouragement des chercheurs à créer des startups et des micro-entreprises pour développer leurs produits à valeur ajoutée et qui sont à même d'améliorer les prestations.

APS

RÉGION MENA

Nécessité d'accélérer les réformes et la diversification économique

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (Mena) doivent accélérer les réformes, notamment la diversification de leurs économies face aux impacts liés à la pandémie et à la chute des prix du pétrole, a recommandé le Fonds monétaire international (FMI).

Dans sa mise à jour des perspectives économiques publiée hier, le FMI prévoit que les économies de la région se contracteront de 5% cette année, contre une projection de -5,7% en juillet. Cette contraction de 5% du PIB pourrait entraîner "une hausse du chômage de 5%", a-t-il mis en garde, alors que le manque d'emplois constitue déjà un fléau social dans de nombreux pays de la région. Selon la Banque mondiale, le chômage des jeunes atteint actuellement 26,6%. Depuis mars, ces pays --dont beaucoup dépendent du pétrole-- ont appliqué confinement et couvre-feu pour empêcher la propagation du coronavirus affectant les activités économiques. Ce ralentissement à l'échelle mondiale a entraîné une baisse de la demande de pétrole, précipitant la chute des cours du brut. Selon le FMI, le prix moyen du baril de pétrole sera de 41,69 dollars en 2020 et de 46,70 dollars en 2021, loin de la moyenne de 57 à 64 dollars en 2019. L'un des pays les plus touchés de la région est le Liban, confronté à sa pire crise économique depuis la guerre de 1975-1990 : il a d'abord vu sa monnaie s'effondrer, avant de subir l'impact de la pandémie et d'une gigantesque explosion meurtrière en août. Selon le FMI, son économie devrait se contracter de 25% en 2020, soit plus du double de l'estimation d'avril (-12%). L'économie de l'Arabie saoudite, la plus importante du monde arabe, devrait se contracter de 5,4% cette année, d'après le FMI, ce qui représente une légère amélioration par rapport aux -6,8% estimés en début d'année.

R.E

CHRISTINE LAGARDE (PRÉSIDENTE DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE)

Il est "crucial" que le plan de relance européen soit un "succès"

"Il est crucial" pour le relèvement de la zone euro que le plan de relance européen, doté de 750 milliards d'euros, "soit un succès" et l'objectif de verser l'argent début 2021 "doit absolument être tenu", a déclaré la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, dans une interview parue hier. "S'il n'est pas ciblé, s'il se perd dans des dédales administratifs et n'irrigue pas l'économie réelle pour orienter nos pays vers le numérique et le vert, nous aurons raté une occasion historique de changer la donne", a-t-elle mis en garde dans un entretien au journal Le Monde paru hier sur le site internet du quotidien français. Les négociations sur ce plan exceptionnel, adopté en juillet par les Vingt-Sept pour aider les Etats membres à faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire, achoppent au Parlement européen sur la question de soumettre le versement de l'argent au respect de l'Etat de droit. Interrogée sur le risque que ces 750 milliards d'euros soient distribués "trop tard", la présidente de la BCE a répondu : "l'objectif de la Commission est de pouvoir les verser début 2021 et il doit absolument être tenu". "La balle est dans le camp des Etats, qui doivent présenter leurs plans de relance - certains sont déjà prêts -, et de la Commission, qui devra les passer au crible rapidement. Les responsables politiques devront aussi aller vite, notamment les parlements nationaux pour adopter les dispositifs", a-t-elle poursuivi. "Il est crucial que ce plan exceptionnel, qui a levé d'importants tabous dans certains pays, soit un succès", a-t-elle insisté. Vendredi, à l'issue du sommet des Vingt-Sept à Bruxelles, le président français, Emmanuel Macron, a appelé à un "esprit de compromis" au Parlement pour débloquer les négociations sur le budget européen, auquel est adossé le plan de relance. Les eurodéputés exigent un mécanisme dissuasif pour conditionner les subventions européennes au respect de l'Etat de droit, auquel s'opposent la Pologne et la Hongrie, ce qui bloque tout le processus.

R.E

CHINE

Le rebond de l'économie déçoit au troisième trimestre

Le PIB de la deuxième économie du monde a augmenté de 4,9% sur un an sur la période juillet-septembre, après une croissance de 3,2% au trimestre précédent, indiquent les statistiques officielles publiées hier.
La croissance chinoise au T3 était attendue à 5,2%, selon la prévision médiane des économistes interrogés par Reuters. "Le rebond du PIB au T3 a été moins fort que prévu mais reste solide à 4,9% sur un an", a relativisé Frances Cheung, responsable de la stratégie macro pour l'Asie chez Westpac à Singapour. "Les données de septembre sont supérieures aux attentes, ce qui suggère une accélération sur la fin du T3 et est de bon augure pour le T4", a-t-elle ajouté.
La réaction des marchés n'en a pas été moins négative puisque le yuan a réduit ses gains et que l'indice SSE Composite de la Bourse de Shanghai s'est retourné à la baisse après la publication de cette statistique. La Chine, berceau de la pandémie de coronavirus, a été la première des grandes économies à repartir et la vigueur de sa reprise est essentielle pour le reste du monde. L'économie chinoise a redémarré après avoir touché un creux de plusieurs décennies au début de l'année en raison de la mise à l'arrêt de larges pans de son activité. Cette croissance paraît cependant ralentir, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les économies de ses partenaires commerciaux.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DÉPASSE LES ATTENTES

D'un trimestre sur l'autre, le PIB a augmenté de 2,7% sur la période juillet-septembre, contre une croissance de 11,5% au trimestre précédent, montrent les données communiquées par le Bureau national de la statistique (BNS). D'autres indicateurs également publiés hier incitent cependant à davantage d'optimisme.
La production industrielle chinoise a ainsi progressé de 6,9% en rythme annuel le mois dernier pour boucler un sixième mois consécutif de hausse dans le sillage de la réouverture des usines.
Les ventes au détail chinoises ont enregistré pour leur part une croissance de 3,3% sur un an en septembre. Ces deux indicateurs sont supérieurs aux attentes, ce qui pourrait atténuer la déception provoquée par les chiffres du PIB. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance de 1,9% du PIB chinois sur l'ensemble de 2020. La Chine serait ainsi, selon le FMI, la seule économie au monde à enregistrer une croissance positive cette année.

R.E

Brèves

BLÉ

Les cours progressent, soutenus par la demande mondiale

Les cours du blé, soutenus par la demande mondiale, poursuivaient leur progression, hier à la mi-journée, franchissant le seuil des 210 euros/tonne pour l'échéance rapprochée de décembre. Les marchés continuent d'afficher une belle fermeté en céréales, "spécialement dans un contexte de demande soutenue sur la scène internationale, puisque l'on enregistrait quelques pluies sur la Russie", a ainsi souligné le cabinet Agritel dans une note. Ces dernières ne doivent pas faire oublier "que le déficit hydrique demeure, principalement sur le continent sud-américain", notamment en Argentine, a ajouté Agritel. Aux Etats-Unis, le ministère de l'Agriculture a publié vendredi son rapport hebdomadaire sur les ventes américaines à l'exportation pour la semaine du 2 au 8 octobre 2020.

EN BLÉ, LES VENTES ONT ENCORE PROGRESSÉ, À PRÈS DE 600.000 TONNES.

"Le cumul 2020/21 atteint 15,05 millions de tonnes (13,82 Mt l'année dernière), dont 10 Mt déjà chargées", a souligné le cabinet Inter-Courtage dans une note. En France, un temps plus clément en fin de semaine dernière a permis aux semis de céréales d'hiver, comme le blé, d'avancer fortement avant le retour de précipitations dès mardi. Selon FranceAgriMer, les semis de blé en France étaient réalisés à hauteur de 12% au 12 octobre, à comparer à 16% l'an passé. "Les surfaces emblavées cette année devraient être largement supérieures à celles de l'an passé, soit bien au-delà des 5 millions d'hectares selon nos premières estimations", a conclu le cabinet Agritel dans sa note. Sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de deux euros, tant sur l'échéance de décembre, à 211 euros, que sur l'échéance de mars, à 209 euros, pour environ 8.000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, progressait de 1,75 euro sur l'échéance de novembre à 188 euros, et de 1,75 également sur l'échéance de janvier à 188,75 euros, pour environ 350 lots échangés.

R.E

COMMERCE

L'OMC devrait formellement autoriser l'UE à taxer des produits US

L'Union européenne devrait obtenir la semaine prochaine l'autorisation formelle d'imposer des droits sur quatre milliards de dollars (3,4 milliards d'euros) d'importations en provenance des Etats-Unis en raison des aides publiques américaines à Boeing, montre un document de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La décision de l'organisation internationale, déjà annoncée la semaine dernière, pourrait raviver les tensions commerciales entre Washington et Bruxelles mais elle pourrait aussi permettre de clore un litige vieux de 16 ans entre Boeing et Airbus, le plus important traité par l'OMC. L'organisation internationale avait rendu en octobre dernier un jugement similaire en faveur des Etats-Unis, les autorisant à appliquer des droits de douane sur 7,5 milliards de dollars d'importations en provenance de l'UE. En vertu des règles de l'OMC, l'Union européenne doit notifier officiellement son projet d'imposer des droits de douane à l'Organe de règlement des différends (ORD), une commission où siègent les 164 membres de l'organisation internationale. Selon l'ordre du jour de l'ORD publié hier, l'UE prévoit de le faire lors de la prochaine réunion de l'OMC prévue le 26 octobre. Cela ne signifie pas forcément que le bloc imposera des taxes dans l'immédiat, la Commission européenne devant également consulter les 27 Etats membres sur ce dossier. Le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a jugé la semaine dernière que l'UE ne disposait d'aucune base juridique pour imposer des droits de douane sur ses importations en provenance des Etats-Unis. Boeing abonde dans le même sens et assure se conformer déjà aux décisions rendues par l'OMC. Le président américain, Donald Trump, a pour sa part menacé de "riposter" si l'Europe venait à taxer des produits américains.
Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est déclaré vendredi dernier favorable à la mise en œuvre de surtaxes européennes sur les importations américaines.

Reuters

ILLIZI (HABITAT PRÉCAIRE)

Dégel d'un programme de 2.000 logements

Le secteur de l'habitat dans la wilaya d'Illizi vient de bénéficier de la levée du gel sur un programme de 2.000 logements destinés à la résorption de l'habitat précaire, a-t-on appris lundi de la direction de l'Urbanisme et de la Construction (DUC).

Gelé depuis 2014, ce programme, inscrit au titre du fonds spécial de développement des régions du Sud, fait actuellement l'objet de procédures préliminaires liées au lancement des études au niveau de la commission nationale des marchés publics pour approbation, en prévision du lancement de ses chantiers au deuxième trimestre de l'année prochaine à travers les six communes de la wilaya, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Ahmed Bouhada.

Le gel a été également levé sur un projet de 200 logements de fonction, approuvé pour les communes d'Illizi, In-Amenas, Debdeb et Bordj Omar-Idriss, et dont l'opération d'ouverture des soumissions est prévue en novembre prochain, a-t-il ajouté.

Le secteur a réceptionné durant le premier trimestre de l'année en cours 120 logements de type public locatif (LPL) et cinq (5) logements de fonction, dont trois (3) pour le secteur de l'éducation, en plus de la reprise des travaux de réalisation de 112 unités (LPL) à travers les communes d'Illizi, Djanet et Debdeb, à l'arrêt pour des raisons de résiliation de contrat avec l'entreprise réalisatrice et son remplacement, a encore fait savoir le directeur du secteur.

Brèves

SÉTIF

35 bus de transport scolaire au profit de plusieurs communes

Un quota de trente-cinq (35) bus de transport scolaire a été distribué dimanche dans la wilaya de Sétif au profit de plusieurs communes.
La cérémonie de distribution de ces bus, qui intervient en prévision de la rentrée scolaire 2020-2021, a été présidée par le chef de l'exécutif local, Kamel Abla, en présence du directeur de l'éducation et de plusieurs présidents d'assemblées populaires communales (P/APC).
L'initiative est la "troisième du genre" après celles ayant permis la distribution en août dernier de 46 bus scolaires, ont expliqué les services de la wilaya, précisant que le nombre total de bus de transport scolaire distribués à ce jour s'élève à 81.
Les communes enregistrant un déficit en matière de transport scolaire, notamment dans les zones d'ombre, ont bénéficié de deux (2) bus de ramassage scolaire, a-t-on détaillé de même source soulignant que cette opération sera généralisée pour toucher l'ensemble des communes de la wilaya.
A noter que la wilaya de Sétif compte 891 établissements d'enseignement primaire, dont neuf (9) nouvelles écoles, opérationnelles dés la rentrée scolaire.

MÉDÉA

Plus de 80 agressions sur les réseaux électrique et gazier recensés

Pas moins de 83 cas d'agressions sur les réseaux électrique et de distribution de gaz naturel ont été recensées, depuis le début de l'année, à travers la wilaya de Médéa, causant d'importants préjudices financiers et des désagréments aux abonnés, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de distribution d'électricité et du gaz.
La même direction avait enregistré, en 2019, 89 cas d'agressions, dont 58 agressions ont concerné le réseau de distribution de gaz naturel, précisant que le même constat à été observé, au cours de l'année 2020, avec un nombre de 54 agressions, alors que la moyenne des agressions subies par le réseau électrique, durant les deux exercices, se situe à 30 cas.
Les travaux de terrassement ou les interventions d'entreprises de réalisation à l'intérieur des périmètres de servitude de conduites de gaz, sans l'autorisation préalable des services techniques de la direction de distribution, figurent parmi les principales causes de ces agressions et des dégâts engendrés, a-t-on signalé.
La majorité des agressions signalées sur le réseau de distribution électrique sont le résultat, a-t-on indiqué, de vols de câbles commis par des individus ou de groupes organisés qui alimente les réseaux de trafic de cuivre.

MILA

Nécessité de généraliser le paiement électronique

Les participants à une journée d'information tenue dimanche à la Bibliothèque principale de lecture publique de Mila sur "l'activation du mode de paiement électronique et les moyens de sa généralisation" ont relevé la nécessité d'une large utilisation de ce mécanisme pour profiter de ses divers avantages.

Le directeur de l'unité de Mila d'Algérie poste, Ali Ramoul a souligné dans son intervention les divers avantages du paiement électronique que l'Etat œuvre à généraliser aux différentes transactions commerciales, notamment en termes de rapidité, de facilité et de sécurité.
Disponible tous les jours de la semaine, ce mode de paiement a contribué à atténuer le problème de liquidité au niveau de la poste durant la crise sanitaire, a ajouté l'intervenant qui a invité commerçants, artisans et clients d'Algérie poste "à adopter ce mode en rappelant que les terminaux de paiement électronique (TPE) sont gratuitement remis aux commerçants".
La représentante de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR), Soumia Benaouida a porté l'accent sur "la nécessité de rendre disponible les appareils de paiement et d'accorder davantage d'intérêt de la part des banques pour la généralisation du paiement électronique".
Pour le président du bureau de Mila de l'Organisation algérienne de protection du consommateur et son orientation, Ali Bensalah, le succès de ce mode de paiement implique le rattrapage des "manques" relevés sur le terrain dont "le problème d'insuffisance du débit internet, les coupures fréquentes de réseau et le manque de confiance des clients et des commerçants".
Initiée conjointement par l'Organisation algérienne de protection du consommateur et la Chambre de commerce et d'industrie CCI-Béni Haroun, la rencontre qui a ciblé les commerçants a donné lieu à une présentation détaillée sur le mode de paiement électronique et ses utilisations via les terminaux et les Smartphones.

TIZI-OUZOU (ACCIDENTS DE LA CIRCULATION)

25 morts et 16 blessés en neuf mois

Les accidents de la circulation enregistrés entre janvier et septembre derniers dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ont fait 25 morts et 16 blessés, a-t-on appris dimanche du chargé de communication du groupement territoriale de la gendarmerie nationale.
Selon le commandant Ouchene Noureddine, ces victimes sont décédées ou ont été blessées dans 99 accidents qui se sont produits principalement sur les routes nationales de la wilaya, notamment la RN12, a-t-on précisé de même source.
Le nombre d'accidents et de victimes décédées est en hausse comparativement à la même période de l'année 2019, durant laquelle il a été enregistré 70 accidents ayant fait 24 morts et 134 blessés, a relevé le commandant Ouchene.
La principale cause de ces accidents est le facteur humain (non-réduction de la vitesse au niveau des virages, dépassement dangereux, non-respect de la distance de sécurité, conduite en état d'ivresse et distraction du conducteur au volant), suivent, avec une moindre importance, l'état du véhicule et des routes et les conditions climatiques, a-t-on indiqué.
Concernant l'activité de la brigade de sécurité routière, il a été enregistré durant la même période de 9 mois, un total de 2.655 délits et 442 contraventions. Les éléments de cette même brigade ont également retiré 7.322 permis de conduire, a ajouté le commandant Ouchene.
Pour inciter les conducteurs au respect du code de la route et en prévision de la prochaine rentrée scolaire, le groupement de la gendarmerie de Tizi-Ouzou, a lancé ce dimanche une compagne de sensibilisation à travers plusieurs localités de la wilaya, ou des brochures ont été distribuées aux automobilistes et transporteurs de voyageurs, a-t-on appris de même source.

TIARET

Vers l'emblavement de 315.000 ha de céréales à l'horizon 2024

La wilaya de Tiaret a mis en place un programme d'emblavement de 315.000 hectares de céréales à l'horizon 2024 en application de la feuille de route élaborée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire, a-t-on appris dimanche du directeur des services agricoles.

Lors d'une cérémonie de lancement de la campagne labours-semailles présidée par le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi en présence du conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, Aissa Belakhdar, à la ferme pilote de Chaouchaoua. le DSA a indiqué que son secteur a élaboré un plan pour augmenter la surface réservée à la céréaliculture à 315.000 ha d'ici 2024 pour concrétiser la feuille de route mise en place par le ministère de tutelle.
Le même responsable a insisté sur le processus technique pour augmenter le rendement à l'hectare et la production céréalière afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, soulignant que sa Direction œuvre à augmenter les superficies irriguées de 12.600 à 14.700 ha à l'horizon 2024 dans le cadre de la feuille de route du ministère de l'agriculture.
Le wali de Tiaret a procédé, en parallèle au coup d'envoi de la campagne labours-semailles, à l'ouverture d'une journée d'étude et une exposition à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'alimentation, à la bibliothèque centrale du pôle universitaire à Keramane, où il a incité les agriculteurs à produire plusieurs variétés de céréales, à développer la production de semences et à promouvoir la production agricole de différentes filières.
La journée d'étude organisée sous le slogan "Cultiver, nourrir et maintenir la durabilité de notre agriculture" a regroupé des cadres de la Direction des services agricoles, d'instituts technologiques spécialisés, de fermes pilotes, d'unités de production et des agriculteurs.

BIR EL-ATER (TÉBESSA)

Réception "au 1e semestre 2021" de l'évitement de la mine de phosphate

L'évitement de la mine de phosphate de Bled El-Hadba, situé dans la commune de Bir El-Ater (120 km au Sud de Tébessa) sera réceptionné et mis en service "au cours du premier semestre 2021", a indiqué dimanche le directeur local des travaux publics Rachid Salmi.
"Cet évitement permet aux usagers de la route de rallier Bir El Ater sans passer par la mine de Bled El Hadba et assure une fluidité dans la circulation pour les camions qui se dirigent vers la mine de phosphate", a précisé la même source à l'APS.
Il a ajouté, dans ce sens, la mise en service de cet axe routier est inscrite dans le cadre de la réalisation du méga projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate de Bled El-Hadba. Une enveloppe financière de l'ordre de 1,2 milliard DA a été mobilisée pour la réalisation de cet évitement, sur une longueur de 16 km, renforcé par un ouvrage d'art, a fait savoir le même responsable, soulignant que le taux d'avancement des travaux a dépassé 85%.

Pour rappel, le projet complexe de l'extraction et transformation du phosphate et gaz naturel de Bled El-Hadba et son exportation vers les marchés mondiaux lancé en 2018, dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois.
Ayant nécessité un investissement qui s'élève à 6 milliards de dollars, le projet dont la mise en exploitation est prévue pour 2022 permettra d'engendrer 3.000 postes d'emploi direct et plus de 14.000 autres indirect.
Il permettra également d'augmenter la production nationale de phosphate, acides phosphoriques et ammoniac de 2 millions de tonnes actuellement à 10 millions de tonnes par an et d'assurer des revenus financiers en devises dépassent 1,9 milliard de dollars par an.

Brèves

DAÏRA FRONTALIÈRE D'EL-BORMA (OUARGLA)

De l'électricité par l'énergie solaire dans les régions enclavées

Plusieurs régions enclavées de la daïra frontalière d'El-Borma (420 km Sud-est d'Ouargla) ont été approvisionnées en électricité par l'énergie solaire, durant le premier semestre de l'année en cours, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation des forêts (CF) de la wilaya d'Ouargla. Inscrite au titre du programme de développement des zones d'ombre, cette opération, dotée d'un investissement de 24 millions DA puisé du fonds spécial de développement des régions du Sud (FSDRS-2019), a permis l'alimentation en électricité de six zones (El-Guelta, Rhourd El-Allouche, Bir-Larbi, Ain-Nagua, Zeneïgua et Bir El-Ouastarne), selon les données fournies par la Conservation des forêts lors de la récente tournée d'inspection des autorités locales dans cette daira frontalière. Les populations nomades de ces régions se sont vues accorder des kits solaires leur permettant de bénéficier des bienfaits de l'électricité et de faire fonctionner leurs équipements électroménagers, a-t-on souligné. L'opération de généralisation de l'exploitation de l'énergie solaire à des fins d'électrification vise l'amélioration des conditions de vie des populations locales et leur fixation dans leurs zones d'habitation. Elle a été favorablement accueillie par les familles bénéficiaires en ce qu'elle leur permet de vivre décemment dans ces zones sahariennes aux rudes conditions climatiques, en été comme en hiver.

KHENCHELA

Près de 15.000 équipements scolaires au profit d'établissements primaires

Pas moins de 14.833 équipements scolaires ont été distribués par la direction de l'éducation de la wilaya de Khenchela au profit de différents établissements du cycle primaire en prévision de la rentrée scolaire 2020-2021, a-t-on appris dimanche du directeur du secteur Mourad Messibah. "264 écoles primaire au total, répartis sur 21 communes de la wilaya de Khenchela, ont bénéficié de matériels de bureautique et d'autres installations pour les cantines scolaires", a indiqué à l'APS le même responsable. M. Messibah a détaillé que 5.500 tables de classes, 3.000 chaises et tables pour les classes préparatoires, 1.133 tableaux blancs, 4.200 chaises et tables de cantine, 200 armoires, 800 chaises et bureaux ont été distribués sur 264 établissements scolaires de la wilaya. Les inspecteurs de l'éducation et les directeurs d'écoles primaires oeuvrent à se rapprocher des APC des 21 communes ciblées pour établir des rapports de situation sur les déficits en matière d'équipements enregistrés dans les établissements scolaires en vue de "les combler dans les plus brefs délais." Parallèlement à la distribution d'équipements scolaires, la direction de l'administration locale (DAL) a pris en charge le financement des projets de réhabilitation et d'aménagement de certains établissements primaires, dont les travaux ont été récemment lancés, a révélé le directeur local de l'éducation. La dotation des différentes écoles primaires d'équipements scolaires et la programmation d'opérations de réhabilitation de certaines infrastructures de ce palier vise à assurer de bonnes conditions de scolarisation, a assuré Mourad Messibah.

RONALD KOEMAN (ENTRAÎNEUR NÉERLANDAIS DU FC BARCELONE)

"Je n'ai aucun doute sur le rendement de Messi

L'entraîneur néerlandais du FC Barcelone, Ronald Koeman, a affirmé hier n'avoir "aucun doute sur le rendement" de Lionel Messi, même s'il "peut être meilleur", alors que le Barça s'apprête à recevoir le club hongrois de Ferencvaros pour la première journée de la phase de poules de Ligue des champions, mardi (19h00 GMT). "Je n'ai aucun doute sur son rendement et on va le voir lors des prochains matches, j'en suis sûr", a déclaré Koeman en conférence de presse avant la réception de Ferencvaros, mardi au Camp Nou.

Messi n'a inscrit qu'un but sur penalty en quatre matches depuis le début de la saison, mais le technicien blaugrana ne s'en inquiète pas.

"Son rendement pourrait être meilleur que celui observé ces derniers jours, mais quand on voit le joueur au jour le jour, il est heureux, il s'entraîne bien, il est concentré et il veut jouer et être le capitaine de l'équipe", a appuyé Koeman, qui a également souligné que Messi a eu "un peu de malchance", comme lors de son tir sur le poteau samedi contre Getafe en Liga (défaite 1-0 pour le Barça).

L'entraîneur néerlandais n'est pas préoccupé par le manque de réalisme des siens, après le transfert avorté lors du dernier mercato de son compatriote Memphis Depay, maître à jouer de Lyon.

"Je ne suis pas préoccupé, on a suffisamment de qualités devant pour marquer", a balayé Koeman, tout en rappelant que le Barça a marqué huit buts en quatre matches.

"C'est sûr que l'on pourrait avoir un meilleur rendement devant, et cela passera par Antoine (Griezmann). Il sait cela, et la seule chose qu'il puisse faire, c'est travailler dur pour changer cette situation", a tempéré Koeman, après que l'international français a été la cible de critiques à la suite de sa prestation ratée à Getafe.

Deux mois après l'humiliation 8-2 contre le Bayern Munich en quarts de finale de la dernière édition à Lisbonne, le Barça souhaite faire bonne impression pour son retour en Ligue des champions aujourd'hui.

"On veut commencer du bon pied, gagner le match et être sereins. On s'attend à un match compliqué parce que de nos jours, il n'y a plus d'équipes faibles" en C1, a considéré Koeman, qui a dépeint Ferencvaros comme une équipe avec "du danger devant, qui aime avoir le ballon. On peut s'attendre à un bon match".

Brèves

FOOTBALL

Moukoko, prodige de 15 ans, victime d'insultes racistes

Le petit prodige de 15 ans du Borussia Dortmund, Youssoufa Moukoko, a été copieusement insulté, y compris avec des propos racistes, par des spectateurs d'un match de U19 à Schalke dimanche, rapportent des médias allemands.
Moukoko, qui est inscrit cette saison dans l'effectif professionnel du Borussia, a joué avec les U19 dans le derby de la Ruhr Schalke-Dortmund, et marqué les trois buts de la victoire (3-2). Après son troisième but, il a été pris à partie par un groupe de supporters de Schalke qui l'ont couvert d'injures, le menaçant de lui "casser les os" et faisant référence à sa couleur de peau.
"Je suis fier d'être né avec cette couleur de peau et j'en serai toujours fier ïBlackLivesMatter", a répliqué l'adolescent dans l'après-midi sur son compte Instagram. "Nous ne pouvons que nous excuser pour ces propos de quelques fans", a réagi Schalke dans les heures qui ont suivi : "Quelles que soient les émotions d'un derby, nous condamnons sévèrement et rejetons de telles insultes".
Le club assure qu'il prendra les "mesures nécessaires". Certaines des insultes sont clairement audibles sur un enregistrement vidéo. Le match s'est poursuivi apparemment sans que personne n'intervienne.

R.S

ATP

Le Russe Andrey Rublev décroche son 6è titre

Le Russe Andrey Rublev a battu, dimanche, en finale le Croate Borna Coric, en deux sets serrés 7-6 (7/5), 6-4, remportant son quatrième tournoi de l'année, devant son public, à Saint-Pétersbourg. Le tennisman de 22 ans a réussi à prendre le meilleur sur le Croate (27e mondial), en 1 h 39 min et décrocher ainsi le sixième titre de sa carrière. Le jeune russe a fait son entré pour la première fois dans le Top 10 mondial (10e) grâce aux excellents résultats réalisés au cours de cette année. Ayant atteint les quarts de finale à l'US Open puis à Roland-Garros, Rublev rajoute ce 6è titres à ceux décrochés cette saison à Doha, à Adélaïde et à Hambourg.

R.S

TENNIS

Le Russe Andrey Roublev remporte le tournoi de Saint-Pétersbourg

Le joueur de tennis russe Andrey Rublev a remporté son quatrième tournoi de l'année, devant son public, en battant en finale à Saint-Petersbourg le Croate Borna Coric, en deux sets serrés 7-6 (7/5), 6-4, dimanche. Andrey Rublev s'est imposé face à Coric, 27e mondial, en 1 h 39 min. Ce nouveau titre est le sixième de sa carrière. Le jeune Russe de 22 ans, entre ainsi pour la première fois de sa carrière dans le Top 10 mondial (10e) grâce à d'excellents résultats cette année - titres à Doha, Adelaïde et Hambourg, quarts de finale à l'US Open puis à Roland-Garros.

R.S

CHAMPIONNAT D'ITALIE

Un Sassuolo renversant se hisse à la 2e place

Sassuolo a pris seul la 2e place du Championnat d'Italie dimanche en renversant une situation compromise à Bologne (4-3), lors d'une 4e journée prolifique, avec 41 buts marqués lors des neuf premiers matches.

En soirée, l'AS Rome a conclu le festival de buts en dominant le Benevento de "Pippo" Inzaghi (5-2), grâce à un doublé de son capitaine Dzeko et des buts de Pedro, Veretout et Pérez.
Dans une Serie A convertie aux buts (plus de 4,5 buts par match samedi et dimanche), Sassuolo est régulièrement saluée pour la qualité de son jeu. A Bologne, les Neroverdi étaient pourtant mal en point à l'heure de jeu, menés 3-1 par les hommes de Sinisa Mihajlovic. Mais les trois changements opérés par l'entraîneur Roberto de Zerbi, avec notamment les premiers pas en Italie de l'ex-Marseillais Maxime Lopez, ont tout changé.
Le buteur Francesco Caputo se faisait passeur pour offrir le 3-2 à Djuricic puis égalisait de la tête en profitant d'une relance ratée sur corner du capitaine de Bologne Palacio. Les Rossoblu, dépassés, cédaient à un quart d'heure de la fin sur un but contre son camp de Tomiyasu.
Avec 10 points en quatre journées, Sassuolo occupe seul la 2e place du classement, à 2 points du leader, l'AC Milan, vainqueur samedi du derby face à l'Inter (2-1) grâce à un doublé d'Ibrahimovic.
"On n'a encore rien fait, la saison est longue. Il faut garder la tête froide, tous les matches sont difficiles, on l'a vu encore aujourd'hui", a relativisé De Zerbi.
En soirée, l'AS Rome a également été accrochée un temps par Benevento avant de faire la différence dans la dernière demi-heure avec trois buts qui donnent une ampleur flatteuse à cette première victoire à domicile. Après des débuts difficiles, les Romains (7e) raccrochent ainsi le bon wagon au classement en rejoignant l'Inter (6e) au nombre de points.
La Fiorentina de Franck Ribéry, elle, fait du surplace. Après deux défaites, elle pensait tenir le bon bout avec deux buts dans les quatre premières minutes sur le terrain de La Spezia mais s'est fait surprendre (2-2).
Crotone (1-1 contre la Juventus) et l'Udinese (3-2 contre une équipe de Parme diminuée par de nombreux cas de Covid-19) ayant pris leurs premiers points, Torino (20e) reste la dernière équipe scotchée avec zéro point: le Toro a cédé à domicile face à Cagliari (2-3) malgré deux nouveaux buts de Belotti.
La 4e journée de Serie A se termine lundi soir avec le déplacement du Genoa chez le Hellas Vérone.

R.S

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

La Real Sociedad et Villarreal prennent les commandes

La Real Sociedad et Villarreal, vainqueurs respectivement du Betis Séville (3-0) et de Valence (2-1) dimanche, ont pris la tête du championnat d'Espagne à l'issue de la 6e journée marquée par les défaites du Real Madrid et du FC Barcelone samedi.
Avec onze points au compteur, les deux nouveaux leaders devancent d'une longueur le Real Madrid, Getafe, Cadix et Grenade. Le Real, Getafe et Grenade comptent cependant un match en moins.
Le Barça, battu 1-0 à Getafe, est neuvième avec sept points, mais avec deux matches en retard à jouer, juste derrière l'Atlético Madrid (8e, 8 pts) qui, lui aussi avec deux matches en moins, s'est bien relancé en allant gagner au Celta Vigo (2-0) samedi.
Le Real Madrid a subi un camouflet à domicile -sa première défaite de la saison- contre le promu Cadix (1-0) et Grenade l'a emporté chez lui 1-0 face à Séville (10e).
Dimanche la Real Sociedad s'est nettement imposée à Séville sur le terrain du Betis (7e, 9 pts), grâce à trois buts de Portu, sur un centre de la gauche de Mikel Oyarzabal (44e), un penalty du même Oyarzabal (73e) et enfin une frappe en force sous la barre du Belge Adnan Januzaj (88e). De son côté Villarreal a marqué par Paco Alcacer sur penalty (6e) et Daniel Parejo (69e), Gonçalo Guedes ayant réduit le score pour Valence (37e). Enfin en bas de tableau, Huesca (15e) et Valladolid (19e) se sont séparés sur un score nul (2-2) et restent les deux seules équipes de Liga à n'avoir toujours pas gagné cette saison.

R.S

ALLEMAGNE

Schalke marque son premier point mais reste relégable

Schalke a marqué son premier point dimanche en Bundesliga après quatre journées, en arrachant un nul à domicile contre l'Union Berlin (1-1), sans pour autant enrayer une descente aux Enfers entamée la saison dernière.
Pour le petit club de la capitale en revanche, ce résultat nul lui permet de se maintenir en milieu de tableau, 10e avec cinq points, à cinq longueurs du leader Leipzig.
Devant 300 spectateurs, Schalke a enchaîné son 20e match de Bundesliga consécutif sans victoire, et le remplacement de l'entraîneur début octobre (Manuel Baum a succédé à David Wagner) n'a pas encore changé grand-chose.
Marvin Friedrich a ouvert le score pour les Berlinois d'une superbe tête décroisée (55e), et Goncalo Paciencia a égalisé à la 69e: son but était le deuxième de Schalke depuis le début de la saison, pour 16 encaissés. Avec un point, le club de la Ruhr est avant-dernier et relégable, devant Mayence, la dernière équipe toujours à zéro.
Schalke, deuxième de la Bundesliga 2017-2018, affichait pourtant il y a peu l'ambition de se hisser durablement au niveau de son rival et voisin Dortmund.
Comme le Borussia, Schalke est un club populaire, qui compte 158.000 adhérents (deuxième en Allemagne derrière le Bayern), et qui dispose d'un centre de formation réputé (Neuer, Özil, Goretzka, Sané...)
Mais des difficultés financières, aggravées par le coronavirus, combinées à des contre-performances sportives, ont déclenché une spirale négative qui semble actuellement difficile à enrayer.

R.S

LABORATOIRE NATIONAL ANTIDOPAGE

Un accompagnement à la moralisation du sport

Le projet de décret portant réorganisation du Laboratoire national de dépistage et de lutte contre le dopage, se veut une "mesure d'accompagnement de moralisation de la vie sportive", souligne le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Ce projet de décret a pour but de "limiter le champ de compétence du Laboratoire national de dépistage du dopage à l'analyse des échantillons et au dépistage des substances et méthodes interdites dans le domaine du sport", explique le MJS. Le Laboratoire sera doté de "missions dans le domaine de recherche, d'expertise et d'essais en matière de dopage sportif afin de s'adapter aux nouvelles méthodes et techniques de dépistage qui changent constamment", ajoute la même source.
Avec un statut d'établissement public à caractère administratif, ce Laboratoire sera administré par un Conseil d'administration, dirigé par un directeur général et doté d'un Conseil technique.
Le Laboratoire national de dépistage et de lutte contre le dopage disposera d'une autonomie de fonctionnement lui assurant l'"impartialité nécessaire à la préservation de sa crédibilité et au respect des standards techniques internationaux" édictés par l'Agence mondiale antidopage (AMA), indique-t-on de même source. Il s'agira également, selon le MJS, d'"actualiser les différents textes législatifs et réglementaires dans le domaine de la prévention et de la lutte antidopage dans le milieu sportif à travers le renforcement du processus de dépistage du dopage par la mise en place de mécanismes adéquats et efficients permettant la concrétisation de cette mission".
Pour rappel, un projet de décret exécutif fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale antidopage, avait été présenté par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, le 23 septembre dernier, lors d'une réunion du gouvernement par visioconférence, présidée par le Premier ministre Abdelaziz Djerad.
L'Agence nationale antidopage est un Etablissement à caractère administratif (EPA) placé sous la tutelle du MJS, dont le siège est à Alger et qui a pour missions essentielles d'établir le Code national antidopage en conformité avec le Code mondial dans ce domaine, d'oeuvrer à la mise en place de mécanismes propres à assurer l'application effective des règles antidopage comme condition préalable pour l'obtention de toute aide ou subvention publique et d'élaborer le plan national annuel relatif aux plans et mécanismes de contrôle antidopage des sportifs, avait indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Dans le cadre de ses missions, l'agence est également habilitée à intervenir auprès des laboratoires antidopage accrédités par l'Agence mondiale antidopage, dans l'octroi d'autorisations spéciales pour l'utilisation de substances interdites, pour sanctionner toute violation des règles antidopage ainsi que pour l'élaboration d'un plan national relatif à la prévention contre le dopage dans le sport. L'Agence nationale antidopage "se charge de remettre les résultats (des tests antidopage, ndlr) à l'Agence mondiale antidopage, seule institution habilitée à les certifier", précise le MJS.

R.S

FÉDÉRATION SUBAQUATIQUE (FASSAS)

Deux candidats pour le poste de président

La commission de candidatures de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), a reçu deux candidatures pour le poste de président vacant de l'instance et onze (11) pour le bureau, en prévision de l'Assemblée élective prévue, samedi prochain à la salle de conférence de l'Office du complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger), a appris l'APS, lundi auprès de l'instance.
La tenue de l'assemblée élective de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), a été décidée suite au rejet du bilan financier du bureau sortant sous la présidence de Mohamed Boukheddar, lors de l'AG ordinaire, organisée le 19 septembre dernier au CNPTES de Souidania (Alger).
" La commission de candidatures a clôturé, aujourd'hui lundi, l'opération de dépôt de candidatures, en comptabilisant pour le poste du président, les dossiers de Samir Karim Chaouche (président Ligue d'Alger) et Mohamed Benmedjbar (président Ligue Médéa) et pour le bureau, onze candidats", a indiqué à l'APS, le secrétaire général de la fédération Abderrahmane Ferhat.
La commission de candidatures, composée de Omar Bouzid (président), Abdelghani Boudor (représentant du ministère de la jeunesse et des sports), du SG de la fédération et d'un troisième membre de l'assemblée générale, se réunira lundi après midi pour étudier les candidatures, avant la validation de la liste finale retenue pour la course aux différents postes (président et bureau exécutif). Les candidats dont les dossiers seront rejetés auront le droit d'introduire un recours auprès de la commission de recours, installée pour la circonstance et composée de trois membres de l'AG.
Le bureau exécutif de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS) est composé de huit membres dont le président, alors que l'Assemblée est constituée de 31 membres à voix délibératives: 11 Ligues et 20 clubs sportifs amateurs, ainsi que le secrétaire général, un représentant du MJS et les 4 anciens présidents de la FASSAS à voix consultatives.

R.S

FOOTBALL / LIGUE 1 ALGÉRIENNE - USM ALGER

Résiliation de contrat à l'amiable avec Lyès Oukkal

Le défenseur Lyès Oukkal (29 ans), qui n'a pas été retenu dans l'effectif de l'USM Alger pour la saison 2020-2021, a trouvé un terrain d'entente avec ses désormais ex-employeurs pour "une résiliation de contrat à l'amiable", a-t-on appris hier auprès de la Direction des Rouge et Noir.
"Un accord a été trouvé entre l'USMA et le joueur Lyès Oukkal pour une résiliation de contrat à l'amiable" a annoncé l'USMA dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.
A son arrivée aux commandes administratives de la section football, le dirigeant Antar Yahia a immédiatement procédé au renforcement de l'effectif senior, tout en libérant de la place aux nouvelles recrues, à travers la libération des éléments qui ne cadraient pas avec son projet sportif.
Si la séparation s'est faite de manière assez rapide avec certains joueurs, elle l'a été beaucoup moins avec d'autres, comme cela a été le cas avec l'ancien défenseur de la JSM Skikda, Oukkal, qui a attendu cette fin du mois d'octobre pour trouver enfin un terrain d'entente, pour une résiliation de contrat à l'amiable. "Nous souhaitons bonne chance au joueur Lyès Oukkal pour la suite de sa carrière" a ajouté la Direction usmiste dans son communiqué.
Par ailleurs, l'USMA aborde ce lundi son sixième de jour de préparation à Mostaganem (Ouest), où le staff technique a considérablement augmenté la charge de travail, en traçant un programme triquotidien.

R.S

Brèves

DÉBOUTÉ PAR LA COMMISSION DE RECOURS

Le président de JS Kabylie compte saisir le TAS

Le président de la Jeunesse Sportive de Kabylie, Chérif Mellal, suspendu deux ans par la Commission de discipline de la LFP avec proposition de radiation à vie, et dont l'appel a été rejeté dernièrement par la Commission de recours, a décidé de saisir le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), pour faire valoir ses droits, a annoncé dimanche soir la Direction des Canaris. "Le TAS algérien sera saisi dans les meilleurs délais pour faire valoir les droits du club" a annoncé la direction de la JSK dans un bref communiqué, en se disant "très surprise" par la décision de la Commission de recours, qui a maintenu la sanction de la Commission de discipline "en dépit des nombreux vices de forme" qui ont été énumérés par l'avocat du club dans la prise de cette sanction "arbitraire".
La Commission de discipline s'était réunie le vendredi 10 septembre 2020, sur saisie de le FAF, en date du 9 août 2020 et du 7 septembre 2020, et a prononcé une sanction de deux ans de suspension de toute fonction officielle et/ou activité en relation avec le football, à compter du 20 juin 2020, avec une proposition de radiation à vie du mouvement sportif national. Mellal a été sanctionné pour "violation de l'obligation de réserve" ainsi que pour "outrage envers la Fédération et la Ligue" ainsi que pour "atteinte à la dignité et à l'honneur de leurs membres, avec "non-respect des décisions" des commissions juridictionnelles. Une lourde sanction infligée au président de la JSK, alors qu'il était déjà sous le coup d'une sanction disciplinaire de deux ans de suspension fermes.

R.S

NATATION (PROBLÈMES DES LIGUES)

La FAN cherche à trouver des solutions

La Fédération algérienne de natation (FAN) cherche à trouver des solutions à tous les problèmes rencontrés par les ligues de wilaya, notamment ceux en relation avec les infrastructures, en concertation avec les autorités locales, a indiqué le président de la FAN, Mohamed-Hakim Boughadou.
Le président de la FAN a visité la semaine dernière trois wilayas de l'Est du pays, à commencer par Annaba, où il s'est enquis des conditions de préparation de la sélection algérienne qui effectue un stage au niveau du Centre sportif de Seraïdi (10-27 octobre), en présence de cinq nageurs de l'élite nationale.
"Nous avons effectué une visite à nos nageurs qui s'entraînent à Seraïdi, en présence du président de la ligue locale de natation et du chargé de mission à la direction de la Jeunesse et des Sports. Nous sommes très satisfaits des moyens mis à la disposition de nos nageurs par cette enceinte sportive qui constitue un acquis considérable pour les athlètes algériens", a déclaré Boughadou à l'APS.
Dans la wilaya de Souk Ahras, le président de la FAN a eu des discutions avec le président de la ligue ainsi qu'avec le directeur de la Jeunesse et des Sports, portant sur les perspectives de la discipline au niveau local, notamment le problème lié à l'absence d'infrastructures destinées à la natation.
"Le wali de Souk Ahras nous a donné des garanties par rapport à la réalisation d'un siège pour la ligue locale et a développé les perspectives de développement de la discipline, selon les caractéristiques de cette région", a-t-il précisé. Le président de la FAN a achevé sa visite par la wilaya de Tébessa qui souffre "énormément" en matière d'infrasructures, soulignant à cette occasion la nécessité de lancer des projets pour le développement de la discipline. "Une demande officielle a été faite pour la récupération d'une piscine abandonnée au niveau de la commune d'El Ouenza, suivie de lancement de travaux pour sa réhabilitation. La FAN ambitionne d'organiser des compétitions de natation en eau libre et d'autres activités au niveau du barrage d'El Ouenza", a conclu Boughadou qui occupe également le poste de président de l'Union maghrébine de natation.

R.S

Brèves

BOLIVIE

Le dauphin d'Evo Morales, remporte la présidentielle

Luis Arce, le candidat de la gauche et dauphin de l'ancien chef de l'Etat Evo Morales, a remporté dimanche la présidentielle en Bolivie dès le premier tour avec 52,4% des voix, selon un sondage de sortie des urnes diffusé par la chaîne privée Unitel.L'ancien ministre de l'Economie devance de plus de 20 points son principal rival, le centriste Carlos Mesa (31,5% des voix), et assure le retour au pouvoir du Mouvement vers le socialisme (MAS) après la démission en novembre 2019 d'Evo Morales, accusé par l'opposition de fraude électorale.

COLOMBIE

Des milliers d'indigènes à Bogota pour exiger de voir le président

Des milliers de membres des communautés indigènes de Colombie ont afflué à Bogota dimanche pour réclamer une rencontre avec le président Ivan Duque et dénoncer la vague de violences qui secoue leurs territoires. "Nous demandons des garanties pour la vie (...) et qu'ils respectent les accords de paix" convenus en 2016 avec l'ancienne guérilla des Farc, a dit à la presse Hermes Pete, responsable du Conseil régional indigène de l'Etat du Cauca. Le mouvement de protestation a commencé le 10 octobre dans le sud-ouest de la Colombie et a progressivement évolué vers la capitale. Quelque 7.500 membres de communautés indigènes sont arrivés à Bogota. Le conseiller présidentiel Miguel Ceballos a néanmoins affirmé qu'il n'était pas possible de rencontrer le chef de l'Etat et proposé des entretiens à un niveau inférieur. Lundi, un ancien leader communautaire et son épouse avaient été assassinés par balles à Suarez, dans l'Etat de Cauca, selon les représentants des indigènes.

AFGHANISTAN

Guterres condamne l'attaque contre le siège de la police provinciale

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a fermement condamné dimanche l'attaque aveugle menée dans la journée contre le siège de la police provinciale dans la province afghane de Ghor. "Le secrétaire général condamne fermement l'attaque aveugle d'aujourd'hui contre un siège de la police provinciale dans la province afghane de Ghor, une zone où de nombreux civils sont présents", selon un communiqué publié par Stephane Dujarric, le porte-parole de M. Guterres. Selon les rapports préliminaires, cet attentat a coûté la vie à au moins 13 personnes et blessé des dizaines de civils, dont des femmes et des enfants. Ceux qui commettent de tels crimes doivent être tenus responsables, a affirmé le chef de l'ONU dans son communiqué. "Le secrétaire général exprime ses plus sincères condoléances envers les familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. L'ONU s'engage à soutenir le peuple et le gouvernement afghans", a-t-il ajouté.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Une mission de l'Afrique de l'ouest à Abidjan

Une mission de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est arrivée dimanche à Abidjan, la deuxième en une semaine en Côte d'Ivoire.
"Aucune crise ne peut être résolue sans le dialogue", a déclaré Shirley Botchway, ministre ghanéenne des affaires étrangères qui conduit la délégation ouest-africaine, à l'issue d'une rencontre d'un peu plus d'heure avec deux des candidats de l'opposition, l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ex-Premier ministre Pascal Affi N'Guessan.
"Nous étions là la semaine dernière, nous revenons pour poursuivre notre travail", a-t-elle ajouté.
"Nos revendications sont connues, elles vont de la Commission électorale à la participation des candidats recalés, en passant par le retrait de la candidature de M. Ouattara, la réforme du Conseil Constitutionnel, l'audit de la liste électorale. Tout ça est connu", a déclaré de son côté Pascal Affi N'Guessan, promettant "de se battre jusqu'à ce que (ses) revendications soient satisfaites".
La délégation de la Cédéao doit également rencontrer le chef de l'Etat et candidat à un troisième mandat controversé Alassane Ouattara, ainsi que le Premier Ministre Ahmed Bakayoko.

PRÉSIDENTIELLE EN GUINÉE

Le taux de participation estimé à plus de 75%

Le taux de participation des citoyens à l'élection présidentielle de dimanche est estimé à plus de 75%, a indiqué Mamadi 3 Kaba, porte-parole de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).
Après la fermeture de tous les bureaux de vote aux environs de 18H00 GMT, la phase de dépouillement se poursuit toujours sur place et dans les bureaux de centralisation des résultats du scrutin électoral.
Durant cette phase, les votes des citoyens seront comptés et notifiés dans les procès-verbaux dont une copie sera envoyée au site central de la CENI, une copie destinée aux partis politiques, une copie à afficher au bureau de vote, pour informer les citoyens inscrits dans de la circonscription électorale.
Selon M. Kaba, le vote s'est globalement déroulé sans incident majeur ni anomalie, avec une large mobilisation des électeurs dans les circonscriptions électorales.
Mamady 3 Kaba a précisé que plus de 11.000 observateurs électoraux nationaux et internationaux, dont ceux de l'Union Africaine et de la CEDEAO, ont été déployés à Conakry ainsi que dans les différentes régions de la Guinée.
D'après la loi électorale, la CENI dispose de 72 heures pour la publication des résultats provisoires, après la réception du dernier procès-verbal en provenance des 38 Commissions administratives de centralisation des votes (CACV).

CHILI

Manifestation pour le premier anniversaire du soulèvement social

Des manifestants ont commencé à se rassembler dimanche dans le centre-ville de Santiago, au Chili, pour commémorer le premier anniversaire du soulèvement qui secoue le pays depuis un an, réclamant davantage de justice sociale, ont rapporté des médias.
A une semaine d'un referendum historique, où les Chiliens sont appelés à se prononcer sur un changement de Constitution - une revendication forte des manifestants - certains étaient arrivés tôt le matin sur la Plaza Italia, point de rassemblement emblématique de la contestation.
Certains agitaient des drapeaux, appelaient à des réformes sociales profondes. Des carabiniers (policiers chargés du maintien de l'ordre) et des voitures blindées assuraient la sécurité.

Des appels à manifester pacifiquement avaient été lancés, notamment par l'organisation professionnelle des professeurs, alors qu'une grande majorité de la population aspire à une commémoration pacifique et sans excès, selon plusieurs sondages.
Il y a un an, une protestation contre une hausse du prix des tickets de métro avait débouché sur une flambée de violence.
Cette journée avait été le point de départ de manifestations massives et d'affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont fait des milliers de blessés et une trentaine de morts.
Près d'un mois plus tard, la coalition gouvernementale et les principaux partis d'opposition étaient parvenus à un accord historique sur l'organisation d'un référendum pour changer la Constitution.
Reporté en avril à cause de la pandémie de nouveau coronavirus, il se tiendra finalement le 25 octobre.

ISLAMISTES RADICAUX AU SAHEL

Guterres estime le dialogue «possible» avec certains groupes

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, estime que le dialogue possible avec certains groupes armées extrémistes au Sahel, alors qu'une telle question se pose avec de plus en plus d'insistance, dans la région.

"Il y aura des groupes avec lesquels on pourra parler, et qui auront intérêt à s'engager dans ce dialogue pour devenir des acteurs politiques dans le futur", relève-t-il dans une interview au quotidien français Le Monde.
"Mais il reste ceux dont le radicalisme terroriste est tel qu'il n'y aura rien à faire avec eux", ajoute-t-il en citant l'exemple du groupe terroriste autoproclamé Organisation de l'Etat Islamique (EI/Daech) Le Commissaire à la Paix et la sécurité de l'Union africaine, Smaïl Chergui, a estimé début octobre que l'Accord signé avec les talibans , le 29 février dernier, " pouvait inspirer les Etats membres (de l'UA), si les conditions sont réunies, pour explorer le dialogue avec les extrémistes et les encourager à déposer les armes, en particulier ceux qui ont été enrôlés de force dans les rangs de ces groupes".
Dans le même temps, les pays africains devraient réaffirmer leur détermination à assécher les sources de financement du terrorisme, a-t-il recommandé dans une tribune relayée par plusieurs quotidiens internationaux.
Le secrétaire général de l'ONU relève, par ailleurs, que le "dispositif sécuritaire en place n'est pas suffisant" au Sahel, appelant à "plus de solidarité internationale" envers cette région.
Les Nations Unies espèrent mobiliser 2,4 milliards de dollars (deux milliards d'euros) d'aide, notamment humanitaire, lors d'une réunion ministérielle en visoconférence hier.
La Minusma, force onusienne au Mali, a un mandat trop étroit pour permettre "un combat effîcace contre la menace terroriste", alors que la " force conjointe du G5 Sahel "manque de moyens et de capacités pour répondre au défi gigantesque de sécurité", souligne Guterres.

R.I

SAHEL ENTRAL

Près de 1,6 million déplacés internes

Près de 1,6 million de personnes sont actuellement déplacées dans le Sahel central alors qu'elles n'étaient que 70.000 il y a deux ans, a indiqué hier le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).
Selon ce département des Nations Unies, "les habitants de cette région frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont aujourd'hui à l'épicentre des conflits, de la pauvreté et du changement climatique".
Et sans une aide des pays donateurs, les agences humanitaires craignent que " la région ne se transforme en l'une des plus grandes crises du monde". Les pays du Sahel central, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, sont ceux qui connaissent les déplacements les plus importants. Près de 1,6 million de déplacés internes et "365.000 réfugiés ont fui la violence au Sahel central, dont plus de 600.000 pour la seule année en cours", alors qu'elles n'étaient que 70 000 il y a deux ans, selon l'agence onusienne.
De son côté, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a fait état de cas vérifiés de violations graves contre les enfants et estimé que près de 4.000 écoles ont été détruites ou fermées au Sahel depuis le début de cette année, poussant des milliers d'écoliers à l'abandon scolaire.
"Un nombre record de 7,2 millions d'enfants au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont désormais besoin d'une aide humanitaire, soit une augmentation de deux tiers en un an seulement", a dit aux médias vendredi, Marixie Mercado, porte-parole de l'Unicef.

R.I

LIBYE

Réunion de la commission militaire conjointe à Genève

La commission militaire libyenne conjointe (5+5), représentant les deux parties en conflit dans ce pays, a débuté hier à Genève sa quatrième réunion sous les auspices des Nations unies, a annoncé l'ONU.
Dans un bref communiqué, l'ONU a annoncé que la réunion de ce comité militaire mixte "a commencé ce matin" en présence de Stephanie Williams, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies et Cheffe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul), sans donner plus de détail sur sa durée.
Confirmée lors du sommet international du 19 janvier 2020 à Berlin, la commission militaire conjointe doit définir les conditions d'un cessez-le-feu durable, avec retrait de positions militaires.
C'est l'une des trois voies poursuivies en parallèle par la Manul, avec le volet économique et le volet politique. La réunion, qui a débuté avec l'hymne Libyen ainsi qu'une prise de parole de Mme Williams et des chefs des deux délégations, doit se terminer le 24 octobre.
L'ONU n'a donné aucun détail sur les déclarations des participants à cette réunion, qui se tient à huis-clos. La Manul "espère que les deux délégations pourront trouver une solution à tous les différends encore existant afin d'arriver à un cessez-le-feu complet et permanent dans toute la Libye", souligne encore le communiqué.
La précédente réunion s'était tenue pendant deux jours fin septembre en Egypte, dans la station balnéaire d'Hourghada sur la mer Rouge. Des pourparlers réunissant des parlementaires des deux camps rivaux s'étaient tenus plus tôt en septembre au Maroc.
Un accord global sur les institutions régaliennes avait alors été annoncé. Toujours en septembre, des "concertations" inter-libyennes s'étaient aussi déroulées à Montreux, en Suisse. Plusieurs séries de négociations ont eu lieu ces dernières années et plusieurs accords ont été annoncés mais sans être suivis d'effets.

R.I

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Début du vote anticipé en Floride

Le vote anticipé a débuté hier en Floride, plus grand des Etats-clés de l'élection présidentielle, où Donald Trump et Joe Biden sont au coude-à-coude dans les sondages et qui pourrait donner des sueurs froides à l'Amérique en cas de résultat très serré le 3 novembre.
A quinze jours du scrutin, le président sortant républicain se rend en Arizona, un autre Etat très convoité, pour deux nouvelles étapes de son marathon de meetings entamé il y a une semaine après avoir assuré être "guéri" du Covid-19.
Le candidat démocrate n'a lui aucun rendez-vous à son agenda, consacrant la journée, selon des médias américains, à la préparation du dernier débat télévisé, prévu jeudi.
C'est la colistière de Joe Biden, Kamala Harris, qui se rend en Floride, renouant avec la campagne de terrain quatre jours après l'avoir suspendue en raison de cas de coronavirus dans son entourage. Elle est attendue à Orlando et Jacksonville pour appeler à participer à ce vote en personne à l'avance, tandis que son mari Doug Emhoff va à Miami et Palm Beach.
Dès le matin, de nombreux électeurs masqués faisaient la queue à la mairie de Miami Beach, ont constaté des journalistes de l'AFP.
"Cela fait quatre ans que j'attends de voter", se réjouit Jackeline Maurice, une électrice démocrate quadragénaire, qui prend de selfies en arborant un autocollant "J'ai voté".
Le vote anticipé est scruté avec une attention particulière cette année, tant il continue de battre des records, donnant parfois lieu à de longues files dans les Etats où il a démarré.
A J-15, plus de 28 millions d'Américains à travers le pays ont déjà voté par courrier ou en personne, ce qui pourrait représenter à ce stade près d'un cinquième de la participation totale, selon l'organisation indépendante Elections Project.
Ce sont les démocrates qui ont appelé massivement à voter à l'avance, comme mesure de précaution en raison de la pandémie. En face, le camp Trump dénonce, sans preuves à l'appui, une démarche susceptible de "truquer" les résultats, et promet que ses électeurs se déplaceront eux en masse le 3 novembre pour faire mentir les sondages le donnant battu.

BATAILLONS D'AVOCATS

Car le président sortant est à la traîne dans les sondages au niveau national et dans la plupart des Etats décisifs pour la victoire.
Conscient qu'il ne peut donc pas laisser la Floride, qu'il avait emportée de justesse en 2016, basculer dans le camp démocrate, il y a multiplié les meetings, et a resserré l'écart dans les intentions de vote à la faveur de deux études d'instituts réputés plus favorables aux républicains: Joe Biden n'a plus qu'une avance de 1,4 point en moyenne, contre +4,5 points il y moins de deux semaines.
Mais l'ancien vice-président démocrate, qui mène campagne à un rythme moins soutenu et s'abstient d'organiser de grands rassemblement en raison du Covid-19, s'est lui aussi rendu à trois reprises dans l'Etat du sud-est, courtisant tout particulièrement les retraités, un électorat-clé qui a voté en majorité pour le milliardaire républicain il y a quatre ans, mais semble pencher de son côté cette année.
Le soir du scrutin, en raison de cette course serrée, de nombreux projecteurs seront braqués sur la Floride, ses 14 millions d'électeurs et son gros contingent de 29 grands électeurs considérés comme cruciaux pour atteindre la majorité de 270 nécessaire pour accéder à la Maison Blanche.
En 2000, la présidentielle entre Al Gore et George W. Bush s'était jouée à quelques centaines de voix d'écart dans cet Etat, au terme d'une bataille judiciaire et de plusieurs recomptes.
Selon le journal Miami Herald, les deux camps ont déjà déployé sur place des bataillons d'avocats dans le cas où le résultat de l'élection y serait, à nouveau, à la fois serré et déterminant pour la victoire nationale.

AFP

«PRESSION MAXIMALE » DE TRUMP SUR L'IRAN :

Des sanctions cruelles et criminelles

L'administration Trump qualifie sa politique envers l'Iran de « pression maximale». Par sa dernière initiative, il serait plus approprié de la décrire comme une politique visant à « assiéger et affamer » le peuple iranien, car la prétendue volonté de créer un levier en faveur de négociations globales avec l'Iran a été remplacée par une poussée à plein régime pour pulvériser l'économie iranienne et faire effondrer sa vie sociale et économique.

L'administration Trump a maintenant inclus tout le secteur financier iranien sous le décret exécutif 13902, soumettant toutes les institutions financières iraniennes, formelles ou non, à un véritable boycott international.
Même avec les sanctions écrasantes imposées jusqu'à présent à l'Iran, cette décision aura un impact dévastateur, visant tout bonnement à rompre les liens limités qui relient le peuple iranien au monde extérieur et qui lui permettent de maintenir un minimum de vie économique.
Déconnectée du système financier mondial, incapable de mener les transactions financières transfrontalières les plus élémentaires et privée de ses réserves de devises limitées à l'étranger, l'économie iranienne sera poussée vers l'effondrement, survivant, le cas échéant, grâce à un régime souterrain de troc et de sociétés écrans. C'est du moins ce qu'espère le résident de la Maison Blanche.
L'impact humanitaire pourrait bien être important. Le peuple iranien mérite plus que les médicaments et les denrées alimentaires les plus élémentaires, mais même ceux-ci seront rendus difficiles à trouver en raison de cette politique. Même si l'administration Trump prétend qu'elle préservera les exceptions humanitaires existantes, la majorité des banques qui restent liées à l'économie iranienne rompront ces relations, incertaines de ce que l'avenir leur réserve, incertaines des avantages financiers du maintien du commerce avec l'Iran et craignant d'être sanctionnées pour avoir traité avec les banques iraniennes à quelque titre que ce soit, humanitaire ou autre, et ce malgré la pandémie de Covid-19.
Ceux qui pratiquent les sanctions américaines sont depuis longtemps conscients des défis particuliers du commerce de biens humanitaires avec l'Iran, qui existaient même lorsque des pans importants de l'économie iranienne restaient ouverts aux affaires. Ces défis ne seront pas seulement exacerbés, mais érigeront une barrière prohibitive. Personne, de bonne foi, ne pourrait dire que le commerce des biens humanitaires avec l'Iran est sans risque de sanctions. Seule une poignée de pays comme la Chine ou la Russie oseront braver l'embargo de Washington. Certaines personnes, comme les membres du think-tank Fondation pour la Défense des Démocraties (FDD), le cerveau de la politique iranienne de l'administration Trump et un groupe dont les vues s'alignent généralement sur le Likud israélien, contesteront tout cela, affirmant que la nouvelle politique laisse ouverts des canaux clairs pour le commerce humanitaire avec l'Iran. Personne ne peut prendre cet argument au sérieux. Ceux qui sont à l'origine de cette décision cherchent depuis longtemps à écraser l'économie iranienne —et, par implication, son peuple— notamment en ciblant explicitement l'accès de l'Iran aux biens humanitaires. Cela explique les sanctions contre la Banque centrale iranienne et la dernière tentative du FDD d'ajouter un autre niveau de sanctions et d'inclure toutes les banques iraniennes non désignées. Leur objectif est clair : écraser le peuple pour provoquer un changement politique. Dans certains contextes, nous utilisons un autre mot pour désigner cette tactique : le terrorisme.
Selon plusieurs rapports, la nouvelle politique de l'administration Trump est née après les visites du gouvernement israélien et les efforts de lobbying du FDD. Rien de surprenant : le FDD a longtemps fait œuvre de blanchiment des éléments de langage et des renseignements israéliens auprès du gouvernement américain pour donner l'impression qu'il y avait une circonscription domestique naturelle pour la politique préconisée. Mais il n'y a pas de circonscription anti-iranienne importante, du moins pas américaine.
C'est pourquoi la politique est lancée tranquillement au milieu d'une saison électorale très turbulente. Elle vise à cacher au peuple américain la manière dont son gouvernement cible vicieusement les Iraniens et à préparer le terrain pour un ultime effort de guerre. Les partisans de cette politique savent qu'il n'y aura pas de référendum à son sujet, et que noyé par la saturation totale du marché de l'information par le Président Trump, le public américain aura même peu de chance d'en être informé.
On ne peut qu'espérer que la tempête sera de courte durée pour les Iraniens, qui ont résisté victorieusement à 40 ans de destabilisation américaine. Dans moins d'un mois, les États-Unis organiseront des élections présidentielles, et il est désormais clair que l'ancien vice-Président Joe Biden est le favori. La campagne Biden a laissé entendre son désir de revenir à l'accord nucléaire iranien et de lever les sanctions américaines en échange du rétablissement par l'Iran de ses restrictions nucléaires. Cela pourrait annoncer un retour rapide au statu quo qui existait à la fin de l'administration Obama, dans lequel l'Iran se réintégrait lentement dans l'économie mondiale tandis que la communauté internationale avait des garanties que le programme nucléaire iranien était limité.
Mais un retour à l'accord nucléaire ne résoudra pas les pathologies qui sous-tendent la politique de « siège et de famine » de l'administration Trump à l'égard de l'Iran et ne compensera pas non plus ce qui est devenu une « génération perdue » en Iran, aux prises avec l'hégémonie économique américaine. La communauté politique de Washington ne tardera pas à pardonner à ceux qui ont plaidé en faveur de cette politique d'agression scandaleuse et criminelle, les réintégrant dans son giron et les traitant comme des interlocuteurs honnêtes. La perspective iranienne continuera d'être ignorée, exclue de toute considération par la puissante combinaison d'un embargo qui interdit un dialogue significatif entre les Américains et les Iraniens et d'une attitude de mépris pour la façon dont nos adversaires voient les choses. De cette manière, la roue est contunuellement réinventée et les enseignements ne sont jamais tirés.
Mais si les États-Unis recherchent une politique sensée envers l'Iran, une politique lucide sur la République Islamique mais qui ni ne cherche à détruire le pays ou à risquer la guerre à chaque tournant, ils devront tenir dûment compte de la manière dont ils en sont arrivés à cette politique, imposant un siège économique sans précédent dans le monde moderne et réduisant en lambeaux ce qui reste de leur moralité.

Par Tyler Cullis